

En réalité, les hausses de fiscalité locale sont dues :

- aux **augmentations du « train de vie » de certains exécutifs**

En effet, au titre de 2005, on constate une évolution impressionnante des dépenses de communication, de réception et de représentation avec une hausse pouvant aller jusqu'à
+ 176% en région Bourgogne ou + 125% en région Auvergne.

- aux **fortes dépenses de cabinet et de personnels**

On relève une forte hausse des dépenses de Cabinet dans plusieurs régions, + **118%** en Bourgogne, + **110%** en Franche-Comté, ou + **55%** en Midi-Pyrénées, et + **33%** en Languedoc Roussillon.

Alors que depuis le 1er janvier 2005 et jusqu'en 2008, les personnels transférés sont mis à disposition et rémunérés par l'Etat, donc sans incidence financière pour les collectivités territoriales au titre de 2005 et 2006, on assiste à une forte hausse de ses dépenses. Pour le Languedoc-Roussillon + 55%, pour la Franche-Comté plus 30,3% ou pour la Bretagne + 30%.

- aux **choix de dépenser plus et de financer les promesses électorales**

La hausse de la fiscalité locale est également le fait de l'intervention des régions en dehors de leurs compétences d'attribution, par exemple en faveur du sport, des « emplois tremplin », de l'action sociale ou de l'enseignement supérieur. Ainsi la région Bourgogne augmente ses dépenses de **296%** pour les emplois jeunes, de **222%** pour l'action sociale, de 167% pour le sport et de 173% pour l'environnement !

La région Limousin augmente ses dépenses d'intervention pour l'environnement de 367% en 2005 (hors compétence de la région), le Nord Pas de Calais, c'est en faveur de l'enseignement supérieur + 355%, loin derrière l'Auvergne avec + 480% !

- Il est temps de mettre fin au « **bal des hypocrites** »: les présidents d'exécutifs locaux de gauche cherchent à se constituer des **cagnottes fiscales** en essayant de faire porter le chapeau à la décentralisation.

Les exécutifs actuels des Régions (tous PS sauf l'Alsace) ne doivent pas se défaire : **c'est celui qui décide de l'impôt qui l'assume**. Sans faire de dogmatisme, on est obligé d'admettre que la gauche au pouvoir, c'est toujours plus d'impôts.

En réalité, pour la première fois, avec la révision constitutionnelle et la loi organique relative à l'autonomie financière des collectivités territoriales, la compensation financière des dépenses par des recettes calculées à l'euro près au moment du transfert des compétences s'applique. **Tout a été fait pour que les collectivités territoriales n'augmentent pas leurs impôts. C'est exactement l'inverse des pratiques qui existaient sous la gauche (APA, passage aux 35h, départementalisation des SDIS...).**